



attac

Le Courriel d'information

n°300 – Mardi 15 janvier 2002.

VALENCE, RESITANCE !

Dans ce numéro

1. Réflexions sur la crise argentine

Personne n'a jamais questionné ni dénoncé judiciairement ceux qui continuent de profiter en toute impunité de biens obtenus de façon malhonnête et qui sont encore dans les sphères du pouvoir ou dans les bureaux du gouvernement, à la recherche de privilèges renouvelés. En fait, personne ne pourrait réellement le faire, même s'il en avait envie, face à une justice également contaminée par la corruption et dont les membres se maintiennent cyniquement dans les plus hautes sphères.

2. Témoignage sur le soulèvement en Argentine

A l'heure où l'on continue de compter les victimes du gouvernement de De la Rúa, qui a pris discrètement la fuite, j'aimerais vous faire partager ce que j'ai vécu lors du soulèvement du 19 décembre, un jour qui fera date dans l'histoire de l'Argentine.

3. La Rébellion transgénique

Les "réfractaires au remaniement végétal" prônent une plus grande précaution vis-à-vis des phénomènes biologiques encore peu élucidés. Le vivant n'est pas une mécanique ordinaire. Tout organisme disséminé dans la nature se propage dans l'espace et dans le temps, marquant le milieu de son empreinte. Il est donc primordial que l'environnement et l'avenir des cultures ne soient pas hypothéqués par les ambitions mercantiles à court terme. + Appel à solidarité concernant les inculpés du procès de Valence.

4. L'avenir sordide du copyright

Ce qui est protégé, ce n'est plus l'oeuvre elle-même mais les moyens de sa protection ; l'application de la loi dépend par conséquent de l'habileté ou de la maladresse des programmeurs. Cette loi n'est pour l'instant applicable qu'aux Etats-Unis, mais il fallait s'attendre à ce que d'autres nations, sous la pression des grands trusts du logiciel et de l'industrie des loisirs, suivent cet exemple néfaste et que le DMCA se globalise. Avant même que les législateurs ou le public du reste du monde n'ait pris conscience de son existence, cette loi s'est internationalisée de fait voici quelques semaines lorsque le programmeur russe de 27 ans Dimitri Sklyarov a été arrêté à Las Vegas.

5. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Réflexions sur la crise argentine

Par Susana Merino

A l'heure actuelle, personne ne pourrait démontrer que les attentes générées par les récentes manifestations populaires sont sur le point de trouver une réponse. Il existe des causes profondes, qui se sont particulièrement aggravées au cours de nombreuses années et qui, depuis les 19 et 20 décembre derniers, ne pouvaient bien sûr pas être inversées en si peu de temps. Il serait absurde de le prétendre, mais le problème ne réside pas dans la célérité des changements, mais dans la façon même dont on prétend résoudre les problèmes d'une société qui a supporté très stoïquement, et ce des années durant, les combats des différentes politiques de tous ordres qui ont généré la crise.

Le nouveau gouvernement, derrière la façade d'un populisme trompeur, tente à peine de faire tomber la fièvre, sans chercher ou même se poser la question sur la nécessité de s'attaquer aux véritables causes de la maladie. Ce n'est ni par méconnaissance ni par ignorance, bien sûr, mais par une conviction à la fois fautive et astucieuse qu'il est possible de faire taire la clameur du peuple par des mesures superficielles visant à maintenir le statu quo et à prolonger avec de simples remèdes palliatifs une situation qui exige de prendre le taureau par les cornes.

Il ne s'agit pas seulement de ne pas résoudre correctement les problèmes économiques, ni de les déguiser par des plans d'assistance qui contournent la misère et qui portent atteinte à la dignité humaine pendant que l'accumulation de richesses tolérée pendant des lustres persiste et continue.



attac

Personne n'a jamais questionné ni dénoncé judiciairement ceux qui continuent de profiter en toute impunité de biens obtenus de façon malhonnête et qui sont encore dans les sphères du pouvoir ou dans les bureaux du gouvernement, à la recherche de privilèges renouvelés. En fait, personne ne pourrait réellement le faire, même s'il en avait envie, face à une justice également contaminée par la corruption et dont les membres se maintiennent cyniquement dans les plus hautes sphères.

Deux énormes courants d'expectatives ont circulé ces derniers temps dans les veines sociales du pays. Le premier comme fruit de la plus ignominieuse situation de pauvreté des classes sociales les plus exposées. Le second acculé par la détérioration croissante des conditions de vie d'une classe moyenne honnêtement attachée à vivre du fruit quotidien du travail productif, transformé jour après jour en quelque chose de moins en moins soutenable et de plus en plus rare.

Le premier a débouché spontanément sur les barrages répétés sur les routes, montés péniblement par des milliers de désespérés, avec pour seul objectif de pouvoir à peine survivre, et finalement par la prise d'assaut des supermarchés et de toutes sortes de commerces capables de pourvoir aux besoins minimums et indispensables à leur si maigres existences. Le deuxième, dans les multiples manifestations de "casserolades" qui ont réveillé la conscience collective de l'inertie prolongée et pacifique instaurée par la dose d'individualisme fomentée en son sein depuis de nombreuses décades.

S'il n'existe par une limite bien définie entre les origines des deux réactions, il n'est par difficile de percevoir que même si elles sont convergentes, les motivations qui en sont à l'origine ont été bien différentes. Mais le plus grave est qu'il n'existe pas encore, pour l'une comme pour l'autre, le sentiment qu'ils émanent ensemble d'un procédé commun, le système néolibéral qui nous gouverne et qu'en conséquence, l'on court le risque de voir se taire provisoirement une partie des protestations et de différer sine die la véritable solution aux problèmes.

Ce n'est pas par hasard que l'on a abordé de façon accélérée l'instrumentalisation de réponses destinées à couvrir les premières (ce qui n'est pas mal) des populations marginalisées. Et je ne les qualifie pas d'exclues parce que, arrivés à ce point, je crois qu'il

convient de considérer comme exclu le plus grand pourcentage de la population et pas seulement une petite fraction.

Il est particulièrement suggestif que l'on ne mentionne pas le renforcement de l'Etat pour qu'il puisse accomplir les obligations fondamentales que lui impose notre Constitution, qui ont été pendant longtemps et progressivement abandonnées, et que, au contraire, des organismes chargés de veiller sur des aspects aussi fondamentaux que la santé et l'éducation soient dissous ou démantelés. En revanche, la proposition décentralisatrice, davantage inopportune que décentralisatrice, devrait être un motif pour ouvrir un large débat pour ne pas courir le risque d'approfondir les différences et la détérioration déjà traumatisante des niveaux régionaux et locaux aussi bien en matière d'éducation que de santé. D'autre part, l'on ne peut pas ne pas considérer que bien qu'il s'agisse actuellement d'un peuple presque pauvre de solanité, l'affaiblissement des structures de protection de la santé publique peut être l'objet dans un futur proche de la voracité des capitaux qui font pression pour la privatisation définitive et totale des systèmes de santé et, si possible aussi, d'éducation.

Je ne vais pas analyser les thèmes comme l'émission prévue d'une nouvelle monnaie par manque de connaissances qui ne me permettrait pas de donner un avis avec le même sérieux, mais il paraîtrait selon des avis éclairés, que l'introduction d'une nouvelle monnaie serait douteuse sans un appui solvable, mais que par dessus tout, elle soit suspectée de dissimuler une tentative de dévaluation, dévaluation qui, même si elle n'a pas encore eu lieu, provoque déjà davantage de problèmes que ceux qu'elle prétend résoudre : manque d'approvisionnement, augmentation des prix et autres manoeuvres spéculatives qui commencent à pointer à l'horizon, de façon assez peu inattendue, il est vrai, surtout dans des domaines tellement critiques comme celui des médicaments.

La récupération de l'éthique politique n'est pas non plus un thème mineur. Beaucoup de gens continuent de représenter une société qui les a disqualifiés et sur leurs épaules pèsent de nombreuses erreurs, pour les appeler ainsi, qui nous ont menés vers ce processus de démantèlement national. Aussi bien les hommes que les femmes en tant que parlementaires ou comme ceux qui font partie du pouvoir judiciaire devraient revalider leurs titres et démontrer qu'ils sont dignes de continuer à exercer les



attac

fonctions que les citoyens leurs ont déléguées. Presque aucun d'entre eux n'est exempt de faute et seulement ceux qui ont été capables de montrer une trajectoire digne de la confiance populaire devraient rester à leurs postes. Pour ceux pour qui ce n'est pas le cas, ils devraient être non seulement destitués de leurs responsabilités, mais aussi condamnés à quelque chose de plus que la vindicte publique. Et, malheureusement, en ce moment, il y en a beaucoup qui, bien qu'étant considérés par l'opinion générale comme moralement inaptes, continuent à rôder dans les cercles du pouvoir en toute impunité ou qui restent cachés en attendant le moment de remonter à la surface .

Nous avons besoin d'une nouvelle classe politique, une classe politique sans compromis avec le passé, mais par-dessus tout consciente de ce que sa représentativité est issue de la volonté populaire et qu'elle ne doit rendre des comptes qu'à elle seule, une classe politique qui surgisse de la participation populaire la plus importante, inédite et possible, dont la présence dans la vie quotidienne ne soit pas sporadique, mais protagoniste permanente dans les décisions que la conduite de la nation exige. Peut être ainsi pourrions-nous reconstruire le pays, récupérer la confiance en un avenir meilleur et rétablir la cohabitation citoyenne en solidarité et en paix.

Susana Merino. ATTAC Argentina

argentina@attac.org

Traduction: Veronica Jubera et Jacqueline Varliette, traductrices bénévoles

coeditrad@attac.org

La crise en Argentine : un dossier avec les articles, les analyses, des liens vers d'autres sites Internet :

<http://attac.org/fra/inte/argentine.htm>

Témoignage sur le soulèvement en Argentine

Par Pedro Brieger

A l'heure où l'on continue de compter les victimes du gouvernement de De la Rúa, qui a pris discrètement la fuite, j'aimerais vous faire partager ce que j'ai vécu lors du soulèvement du 19 décembre, un jour qui fera date dans l'histoire de l'Argentine.

La journée du mercredi a réveillé le fantôme des pillages dans la Province de Buenos Aires et le souvenir des attaques massives de supermarchés en 1989, qui ont sonné le glas du gouvernement de Raúl Alfonsín. Mardi, De la

Rúa affirme qu'il ne faut pas " exagérer les événements ". Une semaine avant, le président de l'Episcopat l'avait prévenu que l'explosion sociale était imminente et, comme toujours, De la Rúa reste indifférent et se contente d'un " plan alimentaire d'urgence ". Pendant ce temps, certaines routes sont coupées, on assiste à des débrayages sectoriels, des personnes attendent devant les supermarchés qu'on leur offre de la nourriture et la peur est présente partout.

A 18 heures, je dois passer un examen à l'Université de Morón et c'est un spectacle triste et affligeant que m'offre l'avenue Gaona. Quatre-vingt-dix pour cent des magasins sont fermés par peur des pillages qui ont déjà pris de l'ampleur dans le Grand Buenos Aires et les supermarchés géants des chaînes étrangères ont déjà fermé. Il ne s'agissait pas de rumeurs, on trouve ici et là des épicerie détruites et le bus modifie son itinéraire pour éviter on ne sait quoi. Des appels confirment que la crainte s'est également emparée de la Capitale fédérale, où les commerçants ferment boutique et tous pressentent qu'il n'y a plus de solution, même si ce n'est pas la première fois qu'une telle situation se présente. Des amis journalistes affirment que c'est fois-ci, Cavallo va démissionner.

L'université se trouve dans le centre de Morón et là aussi, la majorité des magasins sont fermés ou une fenêtre reste ouverte pour vendre une limonade.

A 20 heures, en sortant de l'examen, je prends le chemin du retour et dois constater que l'Avenue Gaona est encore plus déserte qu'avant. J'apprends que le président va prononcer un discours sur une station de radio nationale.

L'intervention aurait dû avoir lieu à 19 heures, mais il paraît qu'il a enregistré le message trois fois afin que son fils Antonio choisisse le meilleur enregistrement.

La télévision montre en boucle les images des foules s'engouffrant dans les supermarchés pour emporter tout ce qu'ils trouvent ; ils relèvent les stores des petits magasins à l'aide de barres en fer. En voyant ces images, la première chose qui vient à l'esprit est la désolation. Les pauvres contre les pauvres. Ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont un petit peu, à peine un petit peu. La désintégration sociale a atteint des sommets inimaginables. Qui dit qu'il s'agit de l'effet " non désiré " du modèle ? Les images à la télévision sont déchirantes car elles transmettent ce que



attac

nous savons déjà : l'organisation sociale est totalement désintégré. Le désespoir et l'accumulation de la colère est sans égards et ne distingue pas entre les riches et les pauvres. " On a faim ! " crient des individus aux caméras des supermarchés tandis qu'ils emportent une caisse des six bouteilles de limonade, de la viande de bœuf et un Caddie rempli des premiers aliments qu'ils ont trouvés. Plus de voix sage et sereine pour prononcer un discours politique sur le sentiment de faim et de honte. Même les grévistes qui coupent les routes et organisent les mouvements des sans-emplois ne peuvent plus contrôler les débordements.

Les images sont terribles. Le visage du Chinois Wang Zhao-He en larmes devant sa supérette détruite est déchirant. Le téléphone sonne : " Tu as vu le Chinois ? ". Qui pourra oublier ce désespoir ? On compte les morts ; il y en a déjà plusieurs : des pillés, des pillés, des pauvres contre des pauvres.

Peu avant 23 heures, De la Rúa fait une apparition à l'écran. Le discours est bref et le plus important est que, malgré tout, Cavallo ne démissionne pas. " Voilà comment j'ai affronté les problèmes économiques, voilà quelles mesures j'ai prises pour venir en aide aux plus démunis... " Quoi ? Où vit-il ? Il est autiste ou souffre de la maladie d'Alzheimer ? C'est pathétique. Pour couronner le tout, il confirme l'état de siège décrété quelques heures auparavant - un délire.

Les téléphones commencent à sonner. Tu l'as vu ? Il semblerait que personne n'ait loupé le discours. " Il est autiste " disent certains ; " j'y crois pas " disent d'autres. Impossible d'entendre Luciano à cause du bruit des casseroles. A peine le président avait-il terminé son discours que quelqu'un a crié " va te faire foutre fils de pute " et tout le monde a commencé à faire chanter les casseroles. J'entends la surprise dans la voix de Luciano : " Quoi ? Il n'y pas de casseroles dans ton quartier ? " Soudain, au loin, un bruit métallique de casserole se fait entendre. Laura, loin d'être paresseuse, va dans la cuisine, attrape la vieille casserole de sa grand-mère et sort pour essayer d'appeler Nino, le chauffeur de taxi de l'immeuble d'en face qui est en train de frapper le poteau d'un réverbère avec une barre de fer. Je les observe du balcon et me mets à rire. A force d'étudier des mouvements révolutionnaires et d'analyser des situations historiques, j'ai appris que de faire du vacarme avec des casseroles ne mène nulle part. On pourra tout au plus rappeler, non sans regrets, que la classe

moyenne chilienne a contribué à faire tomber Salvador Allende. Le téléphone n'arrête pas de sonner. Herminia de ATTAC me dit qu'elle va à la Plaza de Mayo, qu'elle ne va loucher ça pour rien au monde, même si elle n'a pas le moindre idée de qui lance l'appel et à quoi. Je ris à nouveau, oubliant que " l'intuition et le flair " de Herminia ont connu déjà bien des batailles.

Quelque chose que je ne peux expliquer me pousse à mettre mes chaussures et un short, j'attrape une grande marmite et, torse nu, je marche jusqu'au coin de la rue et commence à frapper la vieille casserole avec une cuillère en bois. L'écho des réponses se fait entendre de tous côtés. Avec Laura, on se relaye entre la casserole et la télé. " Crónica TV " titre : " concert de casseroles dans le capitale ". Nous nous rendons compte que nous ne sommes pas que quelques fous isolés. En quelques minutes, au coin de la rue, nous sommes déjà des dizaines avec nos casseroles. Le mouvement de protestation se généralise, même si nous ne savons pas où aller. Jusqu'au moment où un groupe à l'allure de musiciens ambulants nous entraîne ; nous ne connaissons personne mais nous les suivons. " Ceci est le pillage de la classe moyenne " dis-je à un étudiant en sociologie qui me reconnaît.

Quelques minutes plus tard, on nous emmène en voiture à la Plaza de Mayo. Sans nous changer, nous y allons sans papiers ni argent, avec seulement nos portables pour rester en contact. Nous ne savons toujours pas pourquoi nous y allons mais quelque chose nous dit que nous devons y être, sur " la " place. Lorsque nous traversons l'avenue Corrientes et que nous voyons la marée humaine qui se dirige vers la place, nous nous rendons compte que quelque chose de nouveau se prépare. Les choses s'étaient-elles déroulées de la même façon en ce fameux 17 octobre 1945 ?

Nous décidons de nous diriger d'abord vers le Congrès où des milliers de personnes sont déjà en train de chanter " ces connards, ces connards, l'état de siège ils peuvent se le mettre dans le cul ". Etrange paradoxe : l'état de siège a été décrété pour " contenir " les plus pauvres, ceux qui ont attaqué les supermarchés. Il est clair que ceux qui vivent au quotidien avec la violence, le chômage, le faim et le désespoir n'ont que faire d'un décret de plus. Mais pour la classe moyenne, dont une grande partie est engagée dans divers mouvements pour les droits de l'homme, le seul fait de mentionner l'état de siège est un motif d'irritation.



attac

Au Congrès, les législateurs sont en session. La télévision ne transmet même pas les débats ; personne ne semble s'y intéresser. Aucun membre du Congrès n'ose montrer ne serait-ce que le bout du nez. S'ils regardaient dehors, ils verraient des dizaines de jeunes assis sur les escaliers, agitant leurs bras au ciel et chantant l'hymne national, en prenant soin de souligner la dernière strophe : " ou jurons de mourir dans la gloire ", comme s'ils étaient sur un terrain de foot. Ils chantent en tournant le dos au Congrès, car cette protestation se permet aussi le luxe de lui tourner le dos.

L'état de siège n'existe plus !! Des milliers et des milliers de personnes se déplacent dans les rues de la Capitale en protestant. Après le Congrès, les manifestants se dirigent vers la Plaza de Mayo. Personne ne mène la marche, personne ne dirige, mais nous nous déplaçons tous. Quelqu'un me dit que le Parti ouvrier a essayé de dérouler un drapeau mais des manifestants leur ont immédiatement demandé de le replier. On refuse les drapeaux des partis. Le seul drapeau que l'on brandit de tous côtés est le drapeau argentin et des milliers de voix s'exclament " Ooooooh, Argentine, je t'aime tous les jours davantage ". Etrange phénomène. On aurait dit qu'ils fêtaient la victoire de l'équipe nationale de foot. Oui, c'est bien une fête, et pas n'importe laquelle. J'ai la chair de poule. Je demande à haute voix " c'est ça une révolution ? " sans que personne sache articuler une réponse. En quelques fractions de secondes, j'essaie de me souvenir de ce qui eut lieu un 14 juillet 1789 en France ou en février 1905 dans la Russie tsariste. Mais l'histoire, qu'elle soit farce ou tragédie, ne se répète pas, elle est, tout simplement.

Petit à petit, je reconnais quelques têtes, certaines que nous n'avions pas revues depuis des années. Mais ils sont tous là, là où nous devons tous être, car nos réflexes nous a tous conduits au même endroit. Derrière moi, je réussis à distinguer un banderole discrète des " parents de disparus ".

Les casseroles continuent leur tintamarre même si beaucoup sont déjà bosselées. Qu'importe ! C'est une manifestation de plus. Aucun politique ne se trouve parmi nous, aucun dirigeant syndical, aucun drapeau de parti politique. Il s'agit d'un phénomène nouveau : la désobéissance civile dans sa forme la plus spontanée. Pas de doute ! On n'entend même pas les tambours, signe distinctif de toute manifestation en Argentine. Cette fois-ci, on n'a pas attendu un débrayage général, ni l'appel des

syndicats. Même la gauche brillait par son absence. Cela expliquerait-il notre succès ?

La rumeur court que Cavallo a donné sa démission. Il ne s'agit plus d'une rumeur : il a bel et bien démissionné ! Mais nous en voulons davantage. Nous attendons la démission de De la Rúa. Nous en voulons davantage. Quoi ? Nous ne savons pas. Heureusement, personne ne songe à essayer de prendre d'assaut le siège du gouvernement.

Nous nous approchons de la Plaza de Mayo par l'avenue de Mayo en chantant " qu'ils s'en aillent, qu'ils s'en aillent " jusqu'à ce qu'e l'on voit une autre marée humaine avancer vers nous. Ils lancent déjà des gaz lacrymogènes. On nous appelle sur nos portables en nous conseillant de reculer car la répression a déjà commencé sur la place et il semblerait qu'elle soit dure. Miracles de la mondialisation. Certains protestent dans les rues et d'autres depuis leur appartement. Nous voulons avancer. Je refuse de reculer. Mais on ne peut pas dire qu'on est parés pour leur résister ; certains ont dû sauter du lit, ou étaient sur le point de se coucher, d'autres sont sortis avec leur chien.

La répression commence. Qu'il s'agisse de familles et de personnes du peuple ne leur importe guère. Ils atteignent leur objectif : nous reculons. Certains disent que quelques minutes auparavant, la manifestation restait pacifique. Nous reculons, mais nous voulons retourner à la Plaza de Mayo. Nous réessayons. Nous crions : " Si nous ne sommes pas le peuple, où est-il ? " Mais les gaz nous obligent à prendre la fuite. Inutile de recommencer, la majorité s'éloigne. En fin de compte, personne ne pensait rester dans les rues jusqu'à deux heures du matin. Pourtant, ce que tout le monde attendait s'était produit : Cavallo avait démissionné.

Nous déambulons un moment dans les rues pour dissiper l'effet des gaz lacrymogènes mais nous ne voulons pas rentrer. Il est déjà trois heures du matin et nous suivons l'avenue de Mayo jusqu'au Congrès. Les familles étaient déjà parties. Il reste beaucoup de jeunes et les visages changent. On apprend que des portes vitrées ont été cassées mais rien ne nous étonne. Les casseroles ont été troquées contre des bouteilles de bière et l'alcool se mêle à l'odeur caractéristique de marijuana. Sur l'esplanade du Congrès, quelques centaines de personnes refusent de s'en aller. Ils continuent à chanter, en levant les bras au ciel. Toujours de dos au Congrès. Nous hésitons. Nous sentons que nous devons rester pour ne pas laisser les



attac

rues désertes et nous ne voulons pas nous contenter de la démission de Cavallo. Mais les milliers de personnes qui étaient sorties spontanément ne sont plus là. Les insurgés se sont retranchés. Nous aussi, même si nous ne le voulons pas. Nous sentons que nous ne devons pas abandonner le terrain conquis, surtout pas la Plaza de Mayo. Nous traversons des quartiers entiers, des pneus et des ordures brûlées jonchent les rues. Les manifestants sont facilement repérables : ils marchent une casserole à la main. La casserole est devenue est un instrument de résistance !

Une heure plus tard, à quatre heures du matin, toujours sous l'effet de l'adrénaline, nous allumons la télévision et voyons les images des policiers qui se jettent sur les manifestants ; une personne saigne abondamment sur les marches après avoir reçu une balle.

Le jeudi, nous nous réveillons avec gaieté. Les Argentins se sont levés. Nous n'avons toujours pas conscience de ce que nous sommes en train de vivre. C'est nous qui avons fait voler Cavallo. Qui va pouvoir canaliser le mécontentement général ?

Cette question vaut des millions et nous n'avons pas de réponse.

Sur la Plaza de Mayo il y a toujours du monde. Nous voulons y retourner. Nous sentons que nous devons y être car qui s'empare de la place gagnera la bataille. Cependant, on est loin des milliers de personnes de la nuit dernière : il ne reste que quelques centaines et parmi eux, les courageuses mère de la Plaza de Mayo. Quelques personnages politiques s'approchent mais ils doivent vite se réfugier dans une ambulance dès qu'on les reconnaît. On entend des cris et des insultes, pas de quoi réprimer. Les radicaux sont terrorisés et restent cachés dans la Maison rose. Auraient-ils peur d'être lynchés ? La répression commence.

Après midi, les gens attendent. Quoi ? Nous avons tous la sensation que l'Argentine souffre d'un vide politique. Le gouvernement ne contrôle plus rien. C'est pourquoi il faut retourner Plaza de Mayo même si personne ne sait très bien quoi y faire. Nous rédigeons un communiqué d'ATTAC pour l'envoyer par courrier électronique et lancer un appel pour que tout le monde retourne à la Plaza de Mayo à 15h30, l'heure de l'inépuisable ronde du jeudi des Mères, qu'elles ne vont annuler pour rien au monde. Nous savons que peu vont s'approcher car maintenant, la multitude est partie. Peu importe.

Nous y retournons. Il est impossible d'atteindre la place car la police barre le passage. Le cœur de la ville, entre l'obélisque de l'avenue 9 de Julio et la Maison rose, est prise d'assaut par l'affrontement entre des centaines de jeunes qui jouent des coudes pour regagner la place et le gouvernement qui s'obstine à faire en sorte que la place reste vide.

A ce moment là, nous apprenons que deux personnes sont mortes. Nous attendons derrière la Maison rose. Nous écoutons le son creux des gaz lacrymogènes et les tirs secs des balles... en caoutchouc ? Sur leurs chevaux, les policiers nous repoussent, bien que notre attitude soit pacifique. Nous quittons à nouveau la place. Les médias condamnent la répression. Le nombre de morts augmente. En fin de journée, l'inévitable se produit : De la Rúa démissionne.

Mais nous ne sommes pas aussi joyeux que ce matin. On compte cinq corps au cœur de la capitale fédérale et presque trente morts dans l'ensemble du pays. L'esprit de fête est retombé. En moins de 24 heures, le peuple a réussi à renverser un gouvernement, mais il a dû en payer le prix. Nos sentiments sont mitigés.

Entre le 19 et le 20 décembre, le peuple argentin est sorti dans les rues et a provoqué un véritable soulèvement. Aucune révolte n'est linéaire car il ne s'agit pas d'un essai en laboratoire ; prétendre le contraire est un sottise. Les révoltes tirent leurs racines d'une multitude de facteurs car la société dans laquelle elles émergent est complexe. Entre le lundi et le mercredi, les plus pauvres sont sortis pour protester à leur manière et, par le pillage, ils ont canalisé toute la colère accumulée depuis des années. Mercredi soir, ce sont les couches moyennes de la ville qui ont manifesté car, bien qu'elles comptent parmi les plus riches du pays, elles ont souffert des conséquences d'un modèle économique qui, dans les années 90, a appauvri une grande partie de ce qui était la classe moyenne. Mercredi soir, ceux qui ont manifesté sont ceux qui en avait marre, ceux qui avait besoin d'expérimenter une sorte de catharsis, ceux qui voulaient protester contre l'état de siège, contre le modèle néolibéral, contre les mesures qui gèlent les dépôts bancaires, contre les politiques et la politique en général, contre Cavallo, contre De la Rúa, contre la gauche et la droite. Tout se mélange, tout se mélange. Mais ceci n'ôte rien de la légitimité d'un soulèvement qui a renversé un gouvernement est qui a fait du 19 décembre une date historique. Il est vrai que jeudi, les manifestants qui affrontaient encore les policiers étaient une minorité et qu'ils se



attac

composaient de militants aguerris à la trajectoire irréprochable, de personnes en colère et de marginaux qui ont rejoint la manifestation pour casser tout ce qu'ils pouvaient. Mais la persévérance de ces protestataires a contribué à ce que De la Rúa démissionne : en effet, le jeudi 20, il avait perdu le contrôle du centre de la ville et ne pouvait isoler la manifestation. Il n'a fait que s'isoler davantage, les médias ayant manifesté leur sympathie pour les manifestants de mercredi soir, car il n'y avait parmi eux ni homme politique, ni syndicaliste, ni parti de gauche, et critiqué la dure répression qui a suivi. Il est vrai que tout se mélange. Il est vrai que la critique des " hommes politiques " et de " la politique " est encouragée par le discours néolibéral qui préfère que la population reste en retrait pendant que les " techniciens ", " ceux qui possède le savoir ", gouvernement. Mais il est moins sûr que ce système politique fonctionne plus longtemps. Le peuple, ce peuple, avec toutes ses contradictions, a exprimé son ras-le-bol. Le 19 décembre marquera un tournant dans notre histoire. C'est ce qui prime, même si nous ne savons pas de quoi l'avenir sera fait. Les révoltes sont des rivières au cours sinueux : elles peuvent parfois se perdre entre les pierres et disparaître ou encore se remplir de boue ; mais il arrive également qu'elles purifient le chemin pour faire éclore de plus belles fleurs. Pour l'instant, nous pouvons ranger les casseroles.

Pedro Brieger
Buenos Aires, le 22 décembre 2001
Traduction : Vanja Guerin, traductrice bénévole
coordinat@attac.org
La crise en Argentine : un dossier avec les articles, les analyses, des liens vers d'autres sites Internet :
<http://attac.org/fra/inte/argentine.htm>

La Rébellion transgénique

INFO : Le 15 janvier 2002, dix personnes seront jugées pour "destruction de bien en réunion", pour avoir revendiqué leur action symbolique menée le 26 août 2001 contre une parcelle de maïs transgénique. Appel à solidarité, voir en fin d'article.

Par Dorothee Benoit Browaeys

L'opposition des Européens à "cultiver et manger transgénique" cristallise une révolte contre le productivisme agricole, l'industrialisation des aliments et l'hégémonie des agrofournisseurs. Ces derniers exigent que les plantes transgéniques fassent la preuve de leur utilité.

Délicieux. Le melon impourrissable construit par Jean-Claude Pech, ne s'offre qu'aux intimes de la recherche. Seuls son "auteur" et ses acolytes, "ingénieurs du vivant" à l'École nationale d'agriculture de Toulouse (ENSAT) peuvent déguster leur rejeton végétal. Remodelé par "chirurgie moléculaire", ce fruit transgénique bien juteux, capable de résister à la dégradation du temps, est un fruit défendu... à la consommation. En attendant l'aval de Bruxelles. Limagrain, par le biais de sa filiale Tézier basée à Valence, espère bien vendre ce melon, par elle estampillé, rendu immortel par les arcanes du génie génétique. Un fruit parmi d'autres, promis à divers liftings génétiques... Courgettes résistantes aux virus, tomates à mûrissement retardé, pommes de terre interdites aux doryphores, blés rendus plus digestes, colza, soja, maïs ou cotons insecticides ou insensibles aux herbicides totaux... Toutes ces "créations" poussent aujourd'hui dans les champs américains. Les plantes transgéniques emblavent déjà 34 millions d'hectares dans le monde.

Les firmes semencières investissent massivement sur ce marché des semences génétiquement modifiées. "Notre métier bascule dans un monde de brevets, confie Daniel Chéron, directeur général-adjoint de Limagrain. Pour avoir une monnaie d'échange, nous resserrons les liens". En s'alliant à Pau-Euralis, Unigrains et Sofiproteol, son groupe a mis en place le consortium Biogemma. Puis tout récemment, par une joint-venture avec Rhône-Poulenc, ce groupement Biogemma a créé la société Rhobio. En France comme à l'étranger, la conquête s'étend aux organismes publics. Le programme GenoPlante (dont le coût dépasse 1,4 milliard de francs sur cinq ans) illustre cette mobilisation et la mise en réseau d'équipes de recherche aux côtés des firmes privées.

Ainsi, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), aux côtés du Centre de Coopération Internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) viennent prêter main forte aux agrochimistes et semenciers, Rhône-Poulenc, Biogemma, Seracem et Florimond-Desprez. Pour Claude Lescoffit, directeur de Limagrain Agro Genetics et président du comité exécutif de Biogemma, il y a urgence à allier les expertises de chaque groupe. "Si nous ne réagissons pas très vite, la propriété intellectuelle sera irréversiblement bloquée par



attac

les groupes industriels étrangers". "Notre objectif est ici de mettre en commun l'accès aux collections végétales publiques et privées, nos moyens de cartographie, de séquençage, précise Paul Vialle, directeur général de l'INRA. Nous avons tous intérêts, financièrement, culturellement et pour gagner de temps, à avancer solidairement". Selon Pierre PAGESSE, président de Biogemma, "il s'agit de construire notre indépendance, pour ne pas dépendre sous peu de la seule technologie américaine".

Depuis trois ans, plusieurs gouvernements s'investissent dans la génomique végétale. Chez les Allemands, le programme dénommé Gabi (genom-analyse im biologischen system pflanze) impulse la même dynamique. Né en septembre 1998, il associe les industriels agrochimistes et les semenciers, particulièrement de l'Institut Max Planck et de l'Université de Cologne, avec le soutien des ministères de la recherche et de l'agriculture. Aux États-Unis a été lancé le "Plant genome initiative program", tandis qu'au Canada la société mixte public-privé baptisée "Génome Canada" est en montage.

Tomates à murissement retardé, courgettes résistantes aux virus... Toutes ces 'créations' poussent aujourd'hui dans les champs américains

Si la foire d'empoigne bat son plein pour gagner les marchés agroalimentaires, c'est que les géants rôdent... Monsanto investit cette année sur l'Europe deux milliards de dollars pour y tisser des collaborations et y installer un nouveau centre, en sus de son labo belge de Louvain-la-Neuve. Le suisse Novartis a implanté à St Sauveur près de Toulouse son siège européen pour les grandes cultures, gardant son tremplin de recherche à Raleigh (Caroline du Nord). Pioneer Genetics possède aussi son siège social à deux pas de Toulouse. La France constitue une porte d'entrée en Europe... béante.

Mais les réglementations contraignantes et l'enlisement des dossiers d'autorisation freinent l'adoption de ces organismes génétiquement modifiés (OGM). Alors que la Commission prépare le renouvellement de la directive sur la culture et la commercialisation des OGM, le climat reste des plus hostiles: le dernier sondage réalisé par Monsanto révèle par exemple qu'une majorité de Britanniques rejette aujourd'hui les aliments issus d'OGM. La plupart des marques agroalimentaires (sauf Nestlé) ainsi que les grandes surfaces exigent des garanties pour obtenir des produits sans OGM. En conséquence,

"les surfaces cultivées en colza transgénique au Canada sont en chute libre, témoigne Bruno Desprez (Florimond Desprez). Les 2/3 de la production de 1997 se sont vus bloqués à l'exportation vers l'Europe".

La France a instauré à l'été 1998 un moratoire de deux ans sur la culture de betterave et colza transgéniques par crainte de fuite (par croisement) de transgènes vers les plantes sauvages.

L'échec de la réunion de Carthagène (Colombie) qui s'est tenue fin février dernier montre que les 138 pays représentés ont été incapables de se rallier à un protocole de sécurité biologique.

Les "réfractaires au remaniement végétal" prônent une plus grande précaution vis-à-vis des phénomènes biologiques encore peu élucidés. Le vivant n'est pas une mécanique ordinaire. Tout organisme disséminé dans la nature se propage dans l'espace et dans le temps, marquant le milieu de son empreinte. Il est donc primordial que l'environnement et l'avenir des cultures ne soient pas hypothéqués par les ambitions mercantiles à court terme. Monsanto, Novartis, Pioneer Genetics... Pour ces géants, la France constitue une porte d'entrée en Europe... béante

Dorothee Benoit Browaey

APPEL A SOLIDARITE

Le 15 janvier 2002, dix personnes seront jugées pour "destruction de bien en réunion", pour avoir revendiqué leur action symbolique menée le 26 août 2001 contre une parcelle de maïs transgénique. Appel à solidarité, voir en fin d'article.

J'affirme ma solidarité pleine et entière avec les personnes jugées pour cet acte que j'estime légitime et je demande leur relaxe pure et simple. Je dénonce les choix en matière de recherche, uniquement guidés par le profit.

NOM / Prénom

A renvoyer à attac2607@attac.org

Retrouver toutes les informations sur le procès sur les sites :

<http://perso.nnx.com/gmarchan/> et

<http://www.local.attac.org/attac2607/>

L'avenir sordide du copyright

Par Naief Yehya.

La loi du Millénaire des droits d'auteur, ou Digital Millennium Copyright Act (DMCA), ratifiée en 1998 par le Congrès des États-Unis, est à la fois simple et puissante. Elle vise à interdire l'usage



attac

de certaines technologies dans le but de contourner d'autres technologies créées pour la protection des droits d'auteur d'œuvres éditées sur tout type de support (audio, vidéo, livres). La simple adoption de cette loi a suscité un changement violent de la manière dont les œuvres protégées de façon traditionnelle étaient utilisées, c'est-à-dire qu'à la différence de la lettre de la loi (qui tolère un certain usage légitime des œuvres protégées à fin de citation, de parodie ou dans un but éducatif), cette technologie ne permet aucune ambiguïté dans la mesure où toute violation peut faire l'objet de poursuites. De plus, la protection offerte par la loi expire après un certain délai, alors que le DMCA n'envisage pas de limites. Ce qui est protégé, ce n'est plus l'œuvre elle-même mais les moyens de sa protection ; l'application de la loi dépend par conséquent de l'habileté ou de la maladresse des programmeurs. Cette loi n'est pour l'instant applicable qu'aux Etats-Unis, mais il fallait s'attendre à ce que d'autres nations, sous la pression des grands trusts du logiciel et de l'industrie des loisirs, suivent cet exemple néfaste et que le DMCA se globalise. Avant même que les législateurs ou le public du reste du monde n'aient pris conscience de son existence, cette loi s'est internationalisée de fait voici quelques semaines lorsque le programmeur russe de 27 ans Dimitri Sklyarov a été arrêté à Las Vegas au terme de sa communication à la conférence sur la sécurité Def Con, E-Book Security : Theory and Practice.

Le crime de Dimitri.

Sklyarov travaille pour l'entreprise moscovite ElcomSoft, spécialisée dans la récupération de passwords (mots de passe) et le développement de programmes concernant la sécurité de l'information digitale (cette entreprise de vingt employés a offert ses services au gouvernement des Etats-Unis, à la CIA et même au FBI). Il y a quelque temps, ElcomSoft a mis en vente un programme conçu par Sklyarov destiné à permettre à son usager de contourner les restrictions imposées par l'éditeur d'un livre électronique formaté pour être lu par le truchement de l'eBook reader de la compagnie Adobe Systems Inc. Le lecteur eReader offre une option de lecture à voix haute, mais certains éditeurs imposent des restrictions à cette fonction, entre autres.

Le programme de Sklyarov permet d'ignorer ces restrictions. Selon Adobe Systems, ce programme permet également de pirater les livres digitaux formatés exclusivement pour être lus par ses programmes. Cet argument a permis

à Adobe Systems de demander au FBI d'arrêter Sklyarov le 26 juin (en profitant de sa visite aux Etats-Unis pour la conférence en question), bien que ni lui ni aucun de ses collègues n'aient commis le moindre crime au regard des lois russes. Le site web de cette entreprise a été contraint de changer d'adresse à plusieurs reprises à cause du harcèlement incessant d'Adobe. Cette loi n'est qu'une manifestation supplémentaire de l'immense avarice et de la frustration ressentie par les entreprises qui refusent d'accepter un fait incontournable : que tout objet amplement distribué par un circuit commercial est susceptible d'être démantelé. Ou, comme le note le professeur de Princeton Ed Felten : « On ne saurait qualifier de secret ce qu'on escompte envoyer dans les foyers de millions de gens ». De fait, tout logiciel peut être copié ; comme le dit le cryptographe Bruce Schneier : « Les bits sont reproductibles par définition ». Le travail de Sklyarov et de tous les autres cryptographes consiste à déchiffrer, transgresser et trouver les défauts des systèmes de sécurité. Ce travail est aujourd'hui sur le point de devenir un crime. De toutes façons, Sklyarov est aujourd'hui détenu (et si les vœux du ministère public se réalisent, il passera cinq ans derrière les barreaux), voué à servir d'exemple à tous ceux qui pensent, à l'instar des cyberpunks des origines, que « l'information doit être libre ».

La stratégie de la frustration.

Le cas d'Adobe ne diffère guère de la panique dont la Secure Digital Music Initiative (SDMI) a été récemment l'objet, un consortium de groupes liés aux grands disquaires, chargé de la prévention de la piraterie de la musique digitale. SDMI développe des architectures destinées à protéger des contenus ou des plate-formes non sécurisées ; il a lancé un défi, du 15 septembre au 8 octobre 2000, pour prouver l'efficacité de son système (il s'agissait de voir qui était capable de « casser » quatre systèmes protégeant des « marques d'eau » différentes), défi qui fut relevé par un groupe de scientifiques dirigé par Edward Felten. Au départ, l'équipe de Felten disposait de moins d'informations que n'importe quel pirate, et elle a mis à mal les quatre technologies sans effort particulier. Sa conclusion fut que tout système de protection audio pouvait être contourné. Le rapport complet est disponible à : www.cryptome.org/sdmi-atack. La SDMI a menacé de poursuivre plutôt que d'assumer le fait que si un consommateur peut voir ou écouter des œuvres protégées, il existe une technique pour les copier. L'attaque menée par



attac

ce groupe dénote une attitude réactionnaire et absurde, la tentative d'instaurer un régime obscurantiste à des fins mercantiles.

Copier l'humanité.

Alors que de plus en plus de stratégies technologiques et légales destinées à protéger des produits commerciaux voient le jour, la singularité de l'homme fait l'objet des plus violentes attaques technologiques. D'un côté, le déchiffrement du génome a ouvert la possibilité de le copier, et d'autre part le 26 juillet dernier les laboratoires d'AT&T ont annoncé qu'ils avaient développé un logiciel susceptible de

reproduire à la perfection n'importe quelle voix humaine. Ce clonage des voix ajouté à l'apparition d'« acteurs digitaux » toujours plus réalistes, tels les protagonistes du film Final Fantasy, pose la question de la protection des voix et des physionomies des stars ou de tout individu, susceptibles d'être exploitées puis à un moment donné considérées comme obsolètes par les grandes corporations.

Naief Yehya, La Jornada Semanal.
Traduction : Nicolas Fournier, traducteur
bénévole coordintrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Mardi 15: AUSTRIA: WIEN / DANMARK: NIVA - NIELS / ESPANA : MADRID / FRANCE: PARIS 11 – ST NAZAIRE – VALENCE – GAP – MONTPELLIER – NILVANGE – METZ / NORGE : NESODDEN – OSLO / SUISSE SCHWEIZ : MOUTIER - LAUSANNE

Mercredi 16 : AUSTRIA : ALTES / BELGIQUE BELGIE : BRUXELLES / DANMARK : NIELS – BLAGARDS PLADS / FRANCE: PARIS 11 – MONTREUIL – DIE – LYON – LA CIOTAT – TOULOUSE – PARIS 13 - SAINTES

Jeudi 17 : AUSTRIA : WIEN / FRANCE: PARIS 14 – TRAPPES – COUERON – MONTELMAR – AUBRES – MARSEILLE - THIONVILLE

Vendredi 18 : FRANCE: CREST / SUISSE SCHWEIZ : LAUSANNE